

La primaire socialiste a fait débat dans les rédactions. Un journaliste peut-il se permettre d'aller voter au risque de montrer son accointance à un parti ? Certains n'y voient aucune objection mais d'autres assurent qu'il y a une incompatibilité entre les devoirs de citoyen et le métier de journaliste.



« Contrairement à la bande de faux-culs des journalistes moyens, j'assume être allé voter à la primaire socialiste ». Les mots claquent. Claude Askolovitch, journaliste au Point, ne mâche pas ses mots et critique l'hypocrisie qui domine dans la profession ([voir encadré de Jean-Jacques Cheval, professeur d'histoire des médias à Bordeaux 3](#)). Une habitude pour cet électron libre du paysage médiatique français. En participant à cette élection qui a finalement désigné François Hollande comme candidat socialiste à la présidentielle, il se sent moins lié qu'un journaliste politique qui écrit chaque jour en utilisant «

un sujet, un verbe et un compliment » pour sublimer les candidats. « Je n'ai pas voté en tant que journaliste mais en tant que citoyen. Mon vote n'a aucune incidence sur mon travail journalistique », assure-t-il. Le journaliste estime être, cependant, plus libre que ses autres collègues qui ne couvrent, eux, que la rubrique politique.

Une nuance que ne partage pas totalement Nolwenn Le Blévennec, journaliste politique à Rue89 en charge du Front National. Elle a récemment [dressé une liste de confrères](#) qui ne sont pas allés voter afin de vérifier si une règle commune s'imposait dans les rédactions. « On peut faire son métier de journaliste politique de façon objective et aller voter à la primaire le dimanche après-midi. Je n'ai pas l'impression que cela biaise mon travail », estime-t-elle. Une frontière déontologique qui n'est pas forcément évidente à respecter. Nombreux sont ses collègues pour qui engagement politique et journalisme ne font pas bon ménage. Chacun fait face à sa conscience.

INCOMPATIBILITÉ

« Cette primaire pose problème pour un journaliste politique. Il s'agit d'un scrutin organisé par un parti. Cela engage plus que n'importe quelle autre élection », tranche Didier Micoine du Parisien. Journaliste en charge de Matignon, il estime qu'il ne doit apparaître dans la vie publique que par son travail. Comme la plupart de ses collègues, il veut à tout prix échapper à la malédiction Alain Duhamel, un cas d'école. En 2007, le célèbre éditorialiste avait été [privé d'antenne](#) pour avoir affiché son soutien à François Bayrou. Pas question d'être mis sur la touche à l'approche d'une année électorale importante.

Même son de cloche au Figaro. L'engagement reste incompatible avec le journalisme politique. Un journalisme ne peut pas être actif dans un parti, ni posséder un poste à responsabilité et encore moins un mandat.

« Dans le cas d'une primaire à droite, comme cela est envisagé en 2017 et même si beaucoup de gens pensent qu'elle collerait davantage à notre ligne éditoriale, je m'abstiendrais de tout vote », prévient Philippe Goulliaud, chef du service politique du Figaro et rédacteur en chef. Il assure qu'aucun des quinze journalistes de son service n'est allé déposer un bulletin dans l'urne socialiste. « Mon équipe a pensé que c'était incompatible avec son métier. L'affaire s'est réglée assez naturellement pour nous », précise-t-il même s'il sait que plusieurs journalistes d'autres rubriques y ont participé. « Chacun réagit comme il l'entend. Pour les journalistes des autres services, c'est bien sûr moins gênant », complète-t-il.

Ici, comme dans l'ensemble des rédactions contactées, aucune consigne de vote de la part de la direction, ni des chefs de services. « Je ne suis pas un gendarme de la pensée », précise-t-il. Un sentiment partagé par un journaliste de la rédaction qui a, néanmoins, préféré garder l'anonymat car lui est allé voté le 9 octobre dernier: « La ligne éditoriale est ce qu'elle est mais on reste libre de faire ce que l'on veut ». Les discussions se sont faites de manière informelle, entre journalistes, bien souvent autour de la machine à café. A France 3, le débat a également eu lieu et a abouti à une décision claire mais radicale. Marie-Pierre Courtellemont, grand reporter, explique pourquoi les journalistes de la rédaction nationale se sont mis d'accord pour ne pas aller voter.

[Interview de Marie-Pierre Courtellemont...](#) par [lafabriquedelinfo](#)

MÉLANGE DES GENRES

Un journaliste – surtout s'il s'occupe de politique – n'est donc pas un citoyen comme les autres. Exercer sa profession ou s'afficher politiquement en public, il faut choisir.

Certains sont encartés. Mais en dehors des rédactions, personne ne le sait. Impossible d'obtenir un nom. Silence gêné sur un sujet encore tabou. « Je connais des journalistes qui militent dans un parti. Je n'ai aucun problème avec cela à condition qu'ils ne le rendent pas public. Voir Audrey Pulvar s'afficher au côté d'Arnaud Montebourg le soir des résultats du premier tour de la primaire socialiste, ce n'est pas normal. Elle a clairement montré son penchant politique ce soir-là », dénonce sous le manteau un journaliste politique d'un grand quotidien régional. L'attitude de la journaliste a été, il est vrai, [condamnée par une partie de la profession](#)

D'autres se souviennent avoir partagé leur bureau à l'AFP avec des journalistes qui étaient élus dans des arrondissements parisiens. Un mélange des genres qui conduit inévitablement à une décrédibilisation plus forte de la profession selon Dominique Pradalié, secrétaire générale du Syndicat national du journalisme. « Nous faisons un métier où l'on se doit d'être insoupçonnable. C'est la position que l'on défend au SNJ en s'inspirant de la charte d'éthique professionnelle », annonce-t-elle. Et quand on évoque le flou de ce texte, la journaliste nous coupe net : « On ne peut pas énumérer tous les conflits d'intérêts. Si on crée un cas spécifique pour les journalistes politiques, il en faudrait un pour les journalistes économiques qui dînent avec les patrons du MEDEF par exemple. Sans compter les journalistes culturels et sportifs ».



Les journalistes ne sont pas aseptisés

Comme Claude Askolovitch, Jean-Jacques Cheval, professeur de l'histoire des médias à l'université de Bordeaux 3 regrette l'hypocrisie qui ronge la profession. "Les journalistes prétendent ne plus faire du journalisme d'opinion. Il serait meilleur d'assumer ce que l'on écrit plutôt que de se cacher derrière une neutralité politique qui n'existe pas vraiment". Abandonné au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, le journalisme d'opinion était la règle. Une tradition que nous a apporté la Révolution française. "Des sondages d'Edouard Balladur en 1995 au référendum sur la constitution européenne, en passant par la candidature de Dominique Strauss Kahn, les journalistes imposent leurs choix. Ce sont des prises de positions politiques et c'est encore le cas avec le duel déjà annoncé entre François Hollande et Nicolas Sarkozy", note le chercheur.

POUR ALLER PLUS LOIN :

[Marianne : Carte d'électeur ou carte de presse ? Par Lisa Vignoli](#)

[Le mal pensant : Etre journaliste et voter à la primaire PS](#)